



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2975  
8 août 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

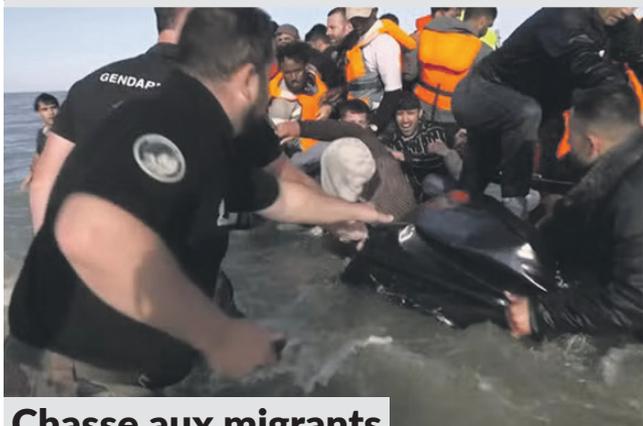
**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **La guerre sociale contre les travailleurs**



**Attaques contre les services publics**



**Chasse aux migrants**



**Licenciements**



**Hausse des prix**

**Palestine  
Netanyahou  
assassin, Macron  
complice hypocrite**

Pages 4 et 6

**PFAS, plastiques,  
pesticides  
Le capital pollue  
la planète**

Page 5

**Entreprises  
Capitalistes choyés,  
travailleurs  
licenciés**

Pages 9, 10 et 11

**Leur société**

- Plan anti-fraude de Vautrin: mensonge et démagogie 3
- Gaz et électricité: des produits de luxe? 3
- Comptes étrangers: la touche raciste en plus 3
- Enseignantes poursuivies: délit de solidarité 3
- Étudiante gazaouie expulsée: une campagne odieuse 4
- Prix du timbre: pile je gagne, face tu perds 4
- Natation: l'apprentissage prend l'eau 4
- Vacances: pas pour tous 4
- Plastiques: la pollution s'amoncelle 5
- Eau du robinet: les empoisonneurs 5
- Recyclage: les Mulliez ne sont pas les payeurs 5
- Cayenne - Guyane: les réfugiés jetés dehors 12

**Dans le monde**

- Israël - Palestine: les largages, un alibi pour Macron 6
- Netanyahu prêt à poursuivre la guerre 6
- Des voix pour « vivre ensemble » 6
- Russie - États-Unis: duo de brigands 7
- Armement: de quoi faire sauter toute la planète 7
- Yémen: naufrage pour les damnés de la Terre 7
- Haïti: la classe ouvrière face au chaos 12

**Il y a 80 ans**

- 6 et 9 août 1945: Hiroshima et Nagasaki sous le feu nucléaire 8

**Dans les entreprises**

- Jtekt: à Dijon et à Irigny 9
- Iveco bus - Annonay 9
- Verrerie Arc Pas-de-Calais 10
- Centrale de Gravelines - Nord 10
- Altice-SFR 10
- ArcelorMittal - Dunkerque 11
- Capitaine Houat Boulogne-sur-Mer 11

**Caravanes**

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12



# Derrière la guerre commerciale, la guerre sociale

Les nouvelles taxes voulues par Trump sur les marchandises importées aux États-Unis entreront en vigueur le 7 août. Chaque pays a été sommé de négocier. Pour l'Union européenne, les tractations ont abouti à une taxe de 15 % sur la plupart des produits.

En France, l'accord signé entre Trump et von der Leyen a été critiqué par tous les politiciens qui aspirent à diriger les affaires de la bourgeoisie, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Tous ont dénoncé « la soumission de l'Europe ». Ils voudraient nous faire pleurer sur le sort des patrons français pour que l'on serre les rangs derrière eux.

Mais depuis quand le capitalisme est-il autre chose que la loi du plus fort ? Dans ce système, celui qui a le plus de capitaux impose ses règles. Les travailleurs sont bien placés pour le savoir, eux qui subissent sans cesse cette loi de la jungle pour trouver un emploi ou un logement.

Trump, représentant de l'impérialisme le plus puissant, a sorti le gros bâton du protectionnisme pour renforcer les capitalistes américains dans un système en crise où les marchés sont saturés.

Ces nouvelles règles feront des perdants et des gagnants. Les gagnants seront les plus gros capitalistes, américains ou pas. Certains grands patrons français, comme ceux de LVMH ou de CMA CGM, négocient d'ailleurs directement avec l'administration américaine. Les perdants seront à coup sûr les classes populaires, à commencer par celles des États-Unis qui subiront l'inflation.

Si nous nous laissons faire, nous paierons tous la guerre commerciale que se livrent les bourgeois du monde entier. Si les capitalistes français ne font pas le poids face à leurs concurrents américains, contre les travailleurs ils sauront montrer leurs muscles.

Les patrons annoncent déjà qu'ils seront obligés de supprimer des emplois. Sous prétexte d'améliorer la compétitivité, les pressions pour intensifier les cadences, supprimer des postes, faire sauter des primes, vont s'accélérer.

Toutes ces exigences patronales seront exaucées par le gouvernement en place ou par les suivants.

Bayrou rabâche qu'il faut produire plus et travailler davantage. Pour y parvenir, il veut supprimer des jours fériés, réviser le code du travail, permettre aux patrons de voler la cinquième semaine de congés.

Pour mettre toujours plus d'argent public à la

disposition de groupes richissimes et pour financer le réarmement militaire, il s'apprête à tailler 44 milliards d'euros dans le prochain budget.

Pour soutenir les profits de Sanofi, Thales ou Dassault, le gouvernement attaque les retraités, les salariés malades ou au chômage, les allocataires des minima sociaux. Pour aider les capitalistes, l'État construira moins d'écoles, d'hôpitaux ou de logements sociaux.

Depuis la mi-juillet, chaque ministre décline la potion amère qu'il veut nous faire avaler. Ce week-end, Vautrin, ministre du Travail et de la Santé, a détaillé comment elle entend mettre les assurés sociaux sous contrôle, surveiller leurs comptes en banque, leurs déplacements médicaux, vérifier s'ils possèdent un appartement ou une maison. Elle prétend traquer les prétendus fraudeurs : pour les ministres, les fraudeurs sont toujours les travailleurs, jamais les grands patrons gavés d'argent public !

Il y a de quoi être en colère contre toutes ces annonces et contre le mépris affiché par Macron, Bayrou et Cie. Mais la colère doit nous pousser à nous organiser pour agir.

Sans attendre des consignes syndicales, des appels à diverses formes de mobilisations circulent sur les réseaux sociaux pour le 10 septembre. Il est évident que, si on ne s'oppose pas aux attaques en cours, nos conditions de vie et de travail seront ramenées des décennies en arrière. Mais la question essentielle est de savoir quelles revendications et quels objectifs doivent être mis en avant, qui doit diriger

ces luttes et contre quels adversaires ?

Pour défendre leur droit à l'existence, c'est-à-dire leurs salaires, leurs emplois, leur accès aux soins ou à l'éducation, les travailleurs, parce qu'ils produisent tout, parce qu'ils font tout fonctionner, doivent prendre eux-mêmes la tête des combats à venir.

Mais ils ne devront pas se contenter de remplacer Macron et les politiciens qui nous portent les coups par d'autres qui aspirent à prendre leur place. Ceux qui dirigent le monde sont tous au service des capitalistes qui possèdent toutes les entreprises et les banques, et se battent comme des fauves pour accumuler toujours plus d'argent.

Pour maintenir leurs profits, ils entraînent toute la planète vers les catastrophes et la guerre. Pour enrayer cette machine infernale, les travailleurs devront leur arracher le contrôle de la société.



# Plan anti-fraude de Vautrin : mensonges et démagogie

**Catherine Vautrin, la ministre de la Santé et du Travail, a présenté dans les colonnes du *Parisien* du dimanche 2 août les dispositions de son projet de loi dit de lutte contre la fraude, dans le cadre du plan d'économies de Bayrou.**

Cette opération de diversion vise à épargner les véritables responsables du pillage des caisses de l'État.

Vautrin propose pêle-mêle d'autoriser la Sécurité sociale à avoir accès aux comptes des allocataires pour détecter les revenus non déclarés, de géolocaliser les transports sanitaires et médicaux, de mettre fin aux arrêts de travail qu'elle qualifie d'« abusifs ». Une petite crapulerie anti-immigrés s'y ajoute : les

allocations chômage devraient être versées uniquement sur des comptes domiciliés en France ou dans l'Union européenne. La loi prévoirait la récupération intégrale des prestations « indues » et autoriserait la saisie automatique sur les comptes bancaires.

« *La fraude sociale est une trahison des cotisants* », affirme Vautrin. C'est non seulement insultant mais c'est une escroquerie. Selon la ministre, la fraude

sociale coûterait à l'État 13 milliards d'euros par an, évaluation fournie par le Haut Conseil pour le financement de la protection sociale (HCFPS), une commission placée sous l'autorité du Premier ministre. C'est dire que les « experts » de cette instance sont encore plus dépendants du pouvoir que ceux de la Cour des comptes. Cependant, selon cette institution elle-même, les deux tiers de cette somme correspondent au « *travail dissimulé dans les entreprises* », c'est-à-dire au travail au noir et aux cotisations que les patrons évitent de verser. Mais Vautrin préfère laisser entendre que la fraude vient des salariés et



POLITIQUE MATIN

que ce sont eux qu'il faut traquer. Cela permet de dissimuler l'importance des détournements de fonds publics au profit des classes riches. Rien que la fraude fiscale est estimée à près de 100 milliards d'euros par an. Quant aux aides versées au grand patronat par l'État sans aucun contrôle, une commission sénatoriale les a évaluées à 211 milliards d'euros.

Plutôt que de s'attaquer aux véritables parasites,

Vautrin s'en prend aux chômeurs et aux allocataires des prestations sociales. C'est une démagogie calculée qui vise à détourner les travailleurs de leurs véritables ennemis en montrant du doigt le voisin de palier qui touche le RSA et arrondit ses revenus par des petits boulots. Si un contrôle s'avère indispensable, c'est bien celui par les travailleurs eux-mêmes sur la classe capitaliste.

**Denis Aler**

## Comptes étrangers : la touche raciste en plus

En insistant sur la nécessité de ne transférer les allocations chômage que sur des comptes bancaires européens, Catherine Vautrin sous-entend, sans chiffre, sans preuve, que des allocataires du chômage d'origine étrangère les toucheraient massivement tout en vivant hors de l'Union européenne.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'elle vise les travailleurs maghrébins et africains, au

diapason du gouvernement et de nombreux politiciens qui n'ont que ça à la bouche.

En termes de comptes situés à l'étranger, la localisation des paradis fiscaux et leur nombre sont eux bien connus et avérés, mais ce ne sont pas ceux-là qui posent problème au gouvernement. Pour ces gens-là, c'est toujours sur les pauvres qu'il convient de jeter le doute.

**C. S.**

## Gaz et électricité : des produits de luxe ?

**Le gouvernement a annoncé fin juillet que le taux de la TVA sur l'abonnement au gaz et à l'électricité augmenterait à partir du 1<sup>er</sup> août. Il est effectivement passé de 5,5 % à 20 %.**

Le prétexte invoqué est la nécessité de s'aligner sur une réglementation européenne, qui interdit d'avoir deux taux de taxe différents pour un même produit. Or, jusqu'à présent, la facture à payer comprenait d'un côté l'abonnement, soit la part fixe, avec le taux de TVA à 5,5 % réservé aux produits de première nécessité, et de l'autre la consommation, part variable, dont le taux de 20 % est déjà trop élevé.

Rien n'aurait empêché le gouvernement de s'aligner sur le taux le plus faible, mais non, il faut faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État, il a donc choisi la seconde option.

La hausse de cette taxe sur les abonnements va toucher davantage les petits consommateurs qui, sans consommer plus de kilowattheures, verront une augmentation proportionnellement plus importante

de leur facture. La TVA, qui représente un tiers des recettes fiscales de l'État, est déjà l'impôt le plus injuste, car s'il égratigne à peine le budget des riches, il pèse lourdement sur celui des plus modestes, du fait de leurs dépenses contraintes : nourriture, logement, énergie, etc. Cette mesure va aller dans le même sens.

En imposant une taxe de 20 %, le gouvernement considère-t-il que l'énergie n'est pas un produit de première nécessité, mais de luxe ?

**Marianne Lamiral**

## Enseignantes poursuivies : délit de solidarité

**Impliquées dans le collectif « Pas d'enfant à la rue » de Tours, deux enseignantes sont accusées d'intrusion dans un collège de la ville et sont sous le coup d'un « avertissement pénal probatoire ».**

Tout s'est déroulé le 1<sup>er</sup> avril dernier, alors que le collectif était alerté du fait qu'une cinquantaine de personnes, dont 32 enfants, se retrouvaient à la rue.

Après une journée de grève pour interpeller les autorités, les membres du collectif et les familles décidaient alors d'occuper le hall du collège Michelet pour, si nécessaire, y passer

la nuit. À 23 heures, le préfet ayant proposé des solutions d'hébergement pour toutes les familles, le collectif quittait les lieux. Mais dix jours plus tard, deux enseignantes furent convoquées parce que le principal du collège avait porté plainte contre X pour « *intrusion commise en réunion dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre*

de l'établissement ». Alors que les cours avaient repris normalement le lendemain et que les lieux n'avaient subi aucune dégradation, la « tranquillité » de ce principal avait été troublée non pas parce que 32 enfants allaient dormir dehors, mais parce qu'ils avaient trouvé un toit !

Depuis, ces deux professeures ont dû passer devant la police et la justice, et ont reçu une convocation en vue d'un avertissement pénal probatoire. Ces poursuites, destinées à intimider ceux



HUGUES LE GUELLEC NR

Lors de la grève du 1<sup>er</sup> avril.

qui n'acceptent pas de voir des familles à la rue et se mobilisent, sont révoltantes. Le collectif les dénonce dans une pétition intitulée « *Soutien aux enseignantes poursuivies pour avoir mis des enfants à l'abri* ».

Les seuls coupables dans cette affaire sont du côté de l'État et de ses représentants, qui voient le nombre de sans-abri exploser, sans que cela trouble leur tranquillité.

**Correspondant LO**

## Étudiante gazaouie expulsée : une campagne odieuse

**Nour Attaalah, une étudiante palestinienne arrivée en France le 11 juillet, vient d'être expulsée vers le Qatar. Le prétexte en est la découverte d'anciennes publications antisémites qu'elle aurait faites sur les réseaux sociaux.**

Dans la foulée de cette expulsion, le gouvernement a annoncé le gel des évacuations de Gazaouis vers la France. Une grande partie des médias a multiplié les commentaires indignés sur cette Palestinienne qui serait admiratrice de Hitler. Même si c'est le cas, il n'y aurait pourtant guère à s'étonner que des Palestiniens soumis au génocide perpétré par les dirigeants israéliens expriment leur haine pour ceux-ci sous

forme d'une haine des Juifs. Et surtout, il n'y aurait pas à en faire une généralité, en voyant dans tout Palestinien un antisémite par nature, voire un terroriste.

Ce n'est pas nouveau. Depuis les attentats du 7 octobre 2023, les dirigeants français et les médias justifient la politique criminelle de Netanyahu en invoquant le droit d'Israël à se défendre. En assimilant toute forme de critique de la politique d'Israël

à de l'antisémitisme, ils désignent les Juifs dans leur ensemble comme cibles à tous ceux que cette politique indigne. Le gouvernement va aussi dans le sens des dirigeants israéliens qui présentent les Palestiniens comme des terroristes antisémites. Visiblement, ces dirigeants cherchent actuellement à renverser le courant d'opinion favorable aux Palestiniens en présentant Israël comme la victime, et le gouvernement français s'y conforme, comme pour se racheter après les déclarations de Macron pour la reconnaissance de la Palestine.

L'antisémitisme est évidemment à combattre, comme toutes les formes de racisme. Mais le combattre commence par condamner le terrorisme d'État des dirigeants israéliens et par accueillir inconditionnellement toutes ses victimes. Il faut dénoncer la propagande mensongère qui masque la véritable nature de la politique de Netanyahu. Celle-ci ne consiste pas à défendre le peuple juif mais un ordre impérialiste imposé par les grandes puissances occidentales et dont l'armée israélienne n'est que l'instrument.

Denis Aler



## Natation : l'apprentissage prend l'eau

**Alors que les responsables politiques et les sponsors poussent des cocoricos après les victoires de Léon Marchand et de Maxime Grousset aux championnats du monde de natation, on apprend que le nombre de noyades en France a augmenté de manière catastrophique.**

On compte 193 morts par noyade depuis le 1<sup>er</sup> juin 2025, soit 45 % en plus par rapport à l'année 2024. L'apprentissage de la natation est en fait de moins en moins assuré, au point que deux anciens champions olympiques, Florent Manaudou et Alain Bernard, ont interpellé l'État, dans une tribune, demandant des subventions afin d'aider à construire les piscines qui manquent. Leur constat est sans appel : 40 % des équipements sont vieillissants

et coûtent trop cher aux municipalités ; certaines font le choix d'en restreindre l'ouverture, d'autres les ferment. « Les enfants de moins de six ans représentent 29 % des noyades », rappellent ces sportifs, ajoutant que dans les zones urbaines sensibles, un enfant sur deux entrant en sixième ne sait pas nager. Ils dénoncent aussi le fait que 15 % des établissements scolaires n'ont pas accès à une piscine, ce qui représente 500 000 élèves, alors que le gouvernement

prétend en faire une priorité nationale.

Ces risques de noyade concernent davantage les familles populaires, comme en Seine-Saint-Denis où les équipements sportifs font cruellement défaut. Ainsi 2 % des enfants de cadres ne savent pas nager contre 13 % des enfants d'ouvriers.

Les deux sportifs demandent que les 75 millions de bénéficiaires du Comité olympique servent à la construction de nouvelles piscines. Le gouvernement Bayrou leur a déjà donné sa réponse en prévoyant une baisse de près de 18 % du budget du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Aline Urbain

## Prix du timbre : pile je gagne, face tu perds

La Poste a annoncé lundi 28 juillet l'augmentation au 1<sup>er</sup> janvier 2026 du prix des envois postaux, colis et timbres. Entre autres, le timbre vert, utilisé sur la plupart des lettres, passerait de 1,39 à 1,52 euro, soit une hausse de 7,4 %.

Elle s'ajouterait à celle de 6,8 % de janvier, soit 14,2 % au total. Quels salaires ont augmenté dans la même proportion ? Cela s'applique pour un service qui se dégrade de plus en plus, faute de personnel. Ainsi, le bureau de poste a disparu dans bien des petites villes pour être reporté,

dans le meilleur des cas, vers la supérette locale. Et, à Paris par exemple, des postes qui jusqu'à récemment opéraient deux levées par jour n'en font plus qu'une seule.

La Poste justifie ces hausses par les difficultés financières qu'elle connaît du fait qu'il y a moins de courrier. Mais elle affirme aussi que, malgré la hausse du prix des timbres, les ménages, qui dépensent en moyenne 28 euros par an en courrier, feront une économie de 6 % en 2026... puisque, justement, ils écriront encore moins !

M. L.

## Vacances : pas pour tous



Une colonie de vacances.

**Près de cinq millions d'enfants ne partiront pas en vacances cet été, majoritairement par faute de moyens financiers de leurs parents qui, déjà, se privent eux-mêmes de vacances, et n'ont plus la possibilité d'envoyer leurs enfants en colonie.**

Les colonies de vacances sont de moins en moins nombreuses et, pour beaucoup, bien trop chères, même avec des aides de la CAF. Le temps n'est plus où les comités d'entreprise, du moins dans les plus grandes, possédaient des locaux à la mer, la campagne ou la montagne, permettant aux salariés d'y envoyer leurs enfants pour un prix modique. Maintenant, quand ces colonies existent, leur prix fait que, le plus souvent, les syndicats qui les gèrent s'adressent essentiellement aux enfants des cadres, excluant ceux des travailleurs du rang et, à plus forte raison, des intérimaires.

Dans la plupart des cas cependant, ce sont des difficultés financières qui ont amené les responsables de colonies à fermer leurs

locaux, que ce soient les municipalités ou les associations. L'entretien des locaux, le paiement d'animateurs et du personnel assurant l'intendance pèsent sur le budget d'une commune, d'autant plus quand il s'agit de villes populaires où les rentrées d'argent sont faibles. Bien souvent, ce sont en premier lieu les services sociaux qui sont frappés par la baisse des dotations de l'État aux municipalités, même si c'est aussi un choix de celles-ci.

Quand l'État rogne sur le budget des villes, ce sont les plus démunis qui trinquent, à commencer par les jeunes qui sont privés d'air pur et d'activités collectives indispensables à leur épanouissement.

Marianne Lamiral

## Plastiques : la pollution s'amoncelle

**Du 5 au 14 août, plusieurs centaines de délégués de 176 pays, des ONG, des scientifiques et des représentants de l'industrie pétrochimique participent à Genève à une conférence. L'objectif est théoriquement d'aboutir à un traité mondial contre la pollution aux matières plastiques.**

Un tel traité a toutes les chances de rester théorique. Depuis 2022, les conférences se succèdent sans déboucher. Les intérêts en jeu pour les sociétés pétrochimiques et les États qui les protègent sont bien trop importants pour que ces discussions soient autre chose qu'une simple concession médiatique aux inquiétudes des populations alertées par les chercheurs et les ONG.

La situation est catastrophique : la production, l'usage, le recyclage et l'élimination des plastiques entraînent des dizaines de milliers de décès prématurés chez les ouvriers de production exposés aux additifs chimiques et parmi les populations vivant près des sites pétrochimiques. Les déchets envahissent les

pays pauvres car 50 % de la production de plastique finissent dans des décharges. Moins de 10 % sont recyclés, 19 % sont incinérés et le reste se retrouve dans l'environnement, les océans et

les organismes vivants, y compris humains.

Les trusts de la pétrochimie sont bien décidés à poursuivre leurs affaires sans se laisser arrêter par ces conférences auxquelles

ils participent pour mieux faire barrage à toute initiative même peu contraignante. Ainsi Saudi Aramco et TotalEnergies ont investi plus de dix milliards d'euros dans un nouveau site géant en Arabie saoudite qui, en 2027, devrait produire du polyéthylène, la matière plastique la plus utilisée.

Au cours des années, ces trusts ont rendu l'utilisation du plastique incontournable, sans se soucier un seul instant de savoir comment cette matière pourrait être recyclée ou détruite. Pour eux, il revient aux pouvoirs publics de faire le ménage et de payer.

« Le plastique est une arme de destruction massive », a déclaré au journal *Le Monde* le représentant de la délégation du Panama. Il l'est devenu, dans les mains de ceux qui possèdent les capitaux et le pouvoir d'empoisonner la planète pour leurs profits.

Sylvie Maréchal



## Eau du robinet : les empoisonneurs

**Seize communes, réparties dans les Ardennes et la Meuse, et onze situées dans l'agglomération de Saint-Louis, dans le Haut-Rhin, sont confrontées à la pollution de leur eau par les polluants éternels, les PFAS, dont certaines molécules sont cancérigènes.**

Dans les villages des Ardennes où la consommation de l'eau du robinet est strictement interdite, la pollution provient des boues d'une papeterie qui a fermé il y a un an. Pendant 30 ans, ces boues ont été utilisées par les agriculteurs pour fertiliser les terres. Mais les taux de concentration des PFAS, de deux à vingt fois supérieurs à la norme prescrite, montrent que le déversement de ces boues a largement dépassé les quotas prévus par le plan d'épandage et qu'il y a peut-être eu des enfouissements illégaux. Aujourd'hui, la multinationale qui était propriétaire de cette papeterie est bien sûr aux abonnés absents. Et c'est peu dire que les maires et les habitants se retrouvent seuls.

La préfecture des Ardennes a demandé aux communes de fournir deux litres d'eau par jour et par habitant, et leur a enjoint de mettre en place un « plan

d'action dans les meilleurs délais » pour rendre l'eau conforme aux normes. Autrement dit, c'est « débrouillez-vous pour amener de l'eau potable à vos habitants » !

Depuis le 10 juillet, date à laquelle la pollution record a été découverte, les maires vont de déconvenue en déconvenue. Après avoir appris que leur commune avait servi de poubelle industrielle à la papeterie, ils ont appris que l'ARS, chargée de faire l'analyse de l'eau, leur avait caché depuis neuf ans l'existence d'une contamination. Et les voilà mis en demeure de dépolluer leur réseau d'eau ou de trouver de nouveaux captages, si tant est qu'ils existent. Tout cela sans moyens supplémentaires car il n'est pas question pour le préfet et l'État de mettre la main à la poche. Quand les communes demandent au préfet comment faire, il leur conseille de s'endetter et de

faire payer les habitants en augmentant le prix de l'eau !

La colère monte devant tout ce mépris. Il en est de même dans le Haut-Rhin, où un collectif regroupant 400 personnes a déposé plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui », « distribution d'un produit nuisible à la santé » et « infractions environnementales » contre l'agglomération et Veolia, qui ont caché une contamination depuis deux ans.

Devant ces scandales et sous prétexte de faire preuve de plus de transparence, l'État vient de rendre publique la carte de la pollution des eaux aux PFAS. Mais vu la façon avec laquelle il traite les victimes de cette pollution et vu sa complaisance vis-à-vis des pollueurs, il n'y a aucune confiance à lui accorder.

Le combat pour faire payer les véritables pollueurs et pour les empêcher de nuire ne passera pas par les institutions mais par la mobilisation et le contrôle que la population réussira à imposer sur les faits et gestes des irresponsables qui sont au pouvoir.

Correspondant LO

## Recyclage : les Mulliez ne sont pas payeurs

Les dirigeants de la coopérative Le Relais, qui collecte le textile usagé pour le trier et le valoriser, ont organisé des déversements de vêtements sur les parkings d enseignes comme Décathlon ou Kiabi pour dénoncer la faible participation de celles-ci aux frais de recyclage.

Le recyclage des vêtements est censé être financé par une taxe versée par les entreprises textiles.

Qu'elles le prennent en charge serait la moindre des choses, puisque ce sont elles qui inondent le marché de vêtements et chaussures à prix et à qualité modérées, afin de renouveler les ventes en permanence.

Mais, sans surprise, elles rechignent à assumer les conséquences de leurs choix de production sur la collectivité. Tout au plus doivent-elles verser une « éco-contribution », qui a rapporté 139 millions d'euros au total en 2025.

Cette taxe est collectée par un organisme appelé

Refashion, qui la redistribue aux organismes de tri, souvent des associations comme Le Relais. En 2025, Refashion a versé une aide de 156 euros par tonne de textile recyclé. Mais, selon Le Relais, le coût réel de traitement s'élève à 304 euros la tonne. Les dirigeants de l'association affirment que, sans revalorisation, ils devront mettre la clé sous la porte.

En réaction à cette mobilisation, plutôt que d'imposer aux entreprises du textile d'augmenter leur contribution, le gouvernement a débloqué 49 millions d'euros d'argent public. Cela porte l'aide à 223 euros par tonne, ce qui est encore insuffisant.

Quant à la famille Mulliez, propriétaire de Décathlon et Kiabi, il faut rappeler qu'elle ne dispose « que » d'une fortune de 28 milliards d'euros : comment pourrait-elle vraiment prendre en charge le recyclage ?

Claire Dunois

# Israël-Palestine : les largages, un alibi pour Macron

L'annonce de Macron en juillet, promettant la reconnaissance de l'État palestinien en septembre, continue d'agiter la diplomatie internationale et les milieux politiques en France.

La gauche salue l'annonce de cette reconnaissance, qui serait pourtant élémentaire, tandis que les soutiens d'Israël, du RN à Ciotti jusqu'à certains macronistes, s'étranglent, accusant le président de pactiser avec le Hamas. Mais cette tentative pour redonner une image équilibrée de sa politique ne remet nullement en cause le soutien de l'impérialisme français à Israël.

Cette promesse s'inscrit dans une longue duplicité. En 1982, Mitterrand promettait déjà la reconnaissance d'un État palestinien devant le Parlement israélien, la Knesset, sans suite. En 2014, une résolution parlementaire votée à 339 voix est restée lettre morte, Hollande, le président d'alors, invoquant pour cela les « conditions non réunies ». Aujourd'hui, sur 193 pays de l'ONU, 149 reconnaissent la Palestine, dont l'Espagne, qui l'a fait en 2024. Il aura fallu attendre 2025 pour que Macron en fasse la promesse.

En attendant, rien ne freine l'épuration ethnique menée par Netanyahu. À Gaza, selon le dernier décompte, plus

de 60 000 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre 2023. La famine s'aggrave avec 122 morts de faim, dont 83 enfants et 470 000 personnes en insécurité alimentaire aiguë. Face à cela, les récents largages humanitaires français, 40 tonnes de denrées, sont dérisoires. Jugés inefficaces par des ONG, dénoncés par des Palestiniens comme humiliants, certains ballots largués s'écrasent violemment au sol, inutilisables, parfois dangereux.

Cette opération présentée comme humanitaire est la suite politique de l'annonce de la reconnaissance de la Palestine par Macron. Il s'agit de tenter de prouver que la France n'est pas complice du génocide perpétré par Israël. Les dirigeants anglais ou canadiens ont d'ailleurs bien compris le bénéfice politique qu'ils peuvent en tirer. L'opération enclenchée par Macron, à la quelle ils se rallient, leur permet de sauver la face. Mais, aussi, ces largages valident la poursuite du blocus israélien, qui retient 80 % de l'aide : 6 000 camions restent immobilisés alors que

Gaza, enclave assiégée, aurait besoin d'un accès libre et continu pour survivre.

En même temps, en Cisjordanie, depuis octobre 2023, les attaques de colons se sont multipliées faisant des centaines de morts dont 141 enfants. Le 28 juillet, Awdah Hathaleen, militant anticolonialiste palestinien, que l'on a pu voir dans le documentaire « No Other Land », a été tué près d'Hébron. Le 2 août, une attaque dans le village de Burqa a fait deux morts et huit blessés. Après leurs actions, les colons sont protégés par l'armée et acquittés.

Pendant ce temps, la France continue d'exporter vers Israël du matériel à double usage civil et militaire : 25 autorisations ont été accordées en 2024, pour un total de 24,6 millions d'euros selon le Sipri (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), incluant optiques, composants électroniques et technologies de drones.

Ni Macron, ni les institutions internationales, ni une reconnaissance diplomatique ne permettront de garantir l'émancipation ni même la survie du peuple palestinien. Mais celui-ci, envers et contre tout, refuse de se laisser anéantir.

Christian Chavaux



## Netanyahou prêt à poursuivre la guerre

Jeu 31 juillet et vendredi 1<sup>er</sup> août, les médias et les réseaux sociaux ont diffusé des vidéos réalisées par le Hamas et le Jihad islamique montrant deux otages israéliens décharnés et dans une situation critique.

Sur les 251 Israéliens enlevés par le Hamas le 7 octobre 2023, 49 seraient encore dans la bande de Gaza, mais seulement une vingtaine en vie. Les images du Hamas ont mis en scène deux d'entre eux apparaissant comme des squelettes vivants, le Hamas affirmant que leur état est le résultat de la famine que subissent tous ceux qui sont dans la bande de Gaza.

Netanyahou a évidemment saisi l'occasion de dénoncer le Hamas en l'accusant « d'affamer les otages de la même manière que les nazis ont affamé les Juifs. » Sachant très bien que le Hamas s'y opposerait, Netanyahou a demandé que la Croix-Rouge internationale puisse amener vivres et médicaments aux otages. Le gouvernement israélien, responsable de 60 000 morts à Gaza, qui affame sa population, qui chasse depuis le début de la guerre les organisations humanitaires et qui tire sur les points de distribution alimentaire voit là une occasion de faire passer ses crimes au second plan.

Alors que l'opération, lancée il y a deux mois après dix-huit mois de guerre, a permis à l'armée israélienne d'occuper les trois quarts de la bande de Gaza sans pour autant détruire le Hamas, Netanyahou a annoncé une nouvelle escalade. Il a affirmé qu'il allait donner des « instructions » à l'armée pour la poursuite de la guerre dans la bande de Gaza. Israël Katz, le ministre de la Défense,

a évoqué de nouveau « les portes de l'enfer qui vont s'ouvrir pour le Hamas dans les prochains jours » si les otages ne sont pas libérés.

Cependant, la fuite en avant génocidaire de Netanyahou continue d'être contestée au sein même d'Israël. Samedi 2 août, 60 000 Israéliens ont manifesté pour que le gouvernement négocie avec le Hamas le retour des otages. Deux tiers des Israéliens seraient maintenant favorables à un tel accord. Mais l'opposition vient aussi de l'armée elle-même et d'une partie de l'appareil d'État, puisqu'une pétition regroupant plus de 500 anciens responsables de l'armée, des services secrets ou gouvernementaux, s'est exprimée publiquement contre la politique de Netanyahou en estimant qu'à long terme, la politique de celui-ci, s'aliénant tous les peuples de la région, met en danger l'existence même d'Israël. Ce n'est pas à Netanyahou mais à Trump et aux États-Unis que ces responsables ont demandé d'intervenir pour « arrêter la guerre ». En effet, si Netanyahou peut mener depuis près de deux ans maintenant une guerre d'extermination des Palestiniens, c'est avec l'appui des puissances impérialistes occidentales, qui continuent à l'armer et à le couvrir, parce que la menace représentée par l'État d'Israël garantit le maintien de leur domination au Moyen-Orient.

Serge Benham

## Des voix pour le «vivre ensemble»

« Nous ne sommes pas faits pour mourir ensemble, nous sommes faits pour vivre ensemble » : cette phrase largement ovationnée a été prononcée lors d'une manifestation à Haïfa, par le député Ayman Odeh, qui appartient à la coalition Hadash, incluant le Parti communiste israélien, devant une foule mêlant Juifs

et Arabes israéliens.

Ce rassemblement s'inscrivait dans la vague de protestations qui traverse Israël et qui a atteint un record de manifestants à Tel-Aviv samedi 2 août. Tous dénoncent la politique de la coalition d'extrême droite menée par Benjamin Netanyahu, mais les motivations varient. Une large

majorité se mobilise d'abord pour le sort des otages israéliens, que beaucoup estiment abandonnés par le gouvernement. Certains sont même là pour des raisons religieuses. Mais, bien que minoritaires, certaines voix dénoncent aussi les crimes commis à Gaza et en Cisjordanie. De Tel-Aviv à Haïfa, des manifestants brandissent des portraits d'enfants palestiniens et appellent à la fin de la guerre et de l'occupation, scandant : « À bas le tyran ! À bas le génocide ! »

L'espoir ne peut venir que des populations. Israéliens et Palestiniens ne peuvent accepter d'être pour l'éternité les otages d'une politique menée par un gouvernement de fanatiques, soutenu par les grandes puissances.

C. C.



Manifestation d'Arabes israéliens et de Juifs à Haïfa, le 24 juillet.

# Russie – États-Unis : duo de brigands

**Après avoir déployé deux sous-marins nucléaires supplémentaires face à la Russie et fixé un ultimatum à Poutine pour qu'il cesse de bombarder l'Ukraine avant le 8 août, Trump a envoyé à Moscou son émissaire spécial, Steve Wittkoff.**

Arrivé au pouvoir en jouant l'homme de paix qui allait arrêter la guerre en Ukraine en huit jours et en mettant en scène sa réconciliation spectaculaire avec Poutine, Trump est obligé de montrer ses muscles pour ne pas apparaître comme le dindon de la farce. Il menace donc de

durcir les sanctions contre la Russie en visant les pays tiers qui achètent les hydrocarbures russes : la Chine mais surtout l'Inde sur laquelle les États-Unis ont plus de prise. Cela vaut à l'Inde de subir des taxes de 25 % sur les marchandises que ses entreprises exportent aux États-Unis.

Sur le fond, Trump n'a pas varié. Les dirigeants américains estiment que la guerre en Ukraine, provoquée par leurs pressions constantes contre la Russie depuis la chute de l'Union soviétique et dont ils ont encouragé la poursuite depuis 2022, a assez duré. Pour les affaires de leurs capitalistes comme pour leur domination sur le monde, ils jugent qu'ils gagneraient à son arrêt.

Le sort de l'Ukraine, de sa population bombardée, des soldats, ukrainiens ou russes,

sacrifiés sur les champs de bataille, ne sont pour rien dans ce calcul. Les capitalistes américains veulent pouvoir exploiter tranquillement les richesses ukrainiennes, les riches terres agricoles, les minerais comme les terres rares, et toutes les entreprises dont ils ont pris possession en échange des armes livrées à l'Ukraine. Ils voudraient aussi pouvoir faire des affaires directement en Russie, exploiter les ressources naturelles de ce pays, bien plus grandes que celles d'Ukraine,

comme Poutine le leur a d'ailleurs proposé. Ils voudraient aussi pouvoir associer plus ouvertement les dirigeants russes au maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient et en Asie.

Si Poutine est tout à fait disposé à cette collaboration économique et politique avec les États-Unis – et cela fait certainement partie des discussions en cours –, il n'a aucune raison de ne pas profiter de son avantage sur le terrain. Semaine après semaine, avec un fort coût humain, les armées russes gagnent des morceaux de territoire ukrainien, tandis que les troupes ukrainiennes sont épuisées, jamais relevées, et la population poussée à bout. Pour arrêter la guerre, Poutine exige la reconnaissance de l'annexion des territoires déjà conquis et la garantie que l'Ukraine ne rejoindra pas l'Otan, voire sera démilitarisée.

Les dirigeants impérialistes, qui n'ont jamais hésité à sacrifier des peuples entiers pour défendre leurs intérêts, peuvent estimer que c'est aussi leur intérêt bien compris de satisfaire maintenant les exigences de Poutine. Leur seule contrainte est de pouvoir faire accepter ces sordides marchandages aux Ukrainiens et de trouver un habillage, prétendument pacifique ou démocratique, pour le vendre à leur propre population comme à leurs alliés. En attendant, soldats et civils continuent de mourir chaque semaine en Ukraine et sur le front.

**Xavier Lachau**

## Armements : de quoi faire sauter toute la planète

**Si les annonces de Trump font partie de la joute verbale que les dirigeants américains et russes mènent en public, elles en disent long sur la puissance de l'arsenal qui hérissé la planète.**



Un sous-marin nucléaire américain.

Les sous-marins nucléaires américains sont en théorie déjà capables d'atteindre la Russie sans se déplacer car leur puissance de feu leur permet d'opérer à des milliers de kilomètres de distance. Les États-Unis possèdent sur le papier 73 sous-marins nucléaires, soit la moitié des 144 existant dans le monde. Quatorze de ces unités peuvent être équipées d'ogives nucléaires à proprement parler, dont la puissance est égale à plusieurs fois celle d'Hiroshima.

Développées pendant la guerre froide, développées de nouveau aujourd'hui, ces forces, dites de dissuasion et d'attaque, patrouillent en permanence dans le monde et en particulier dans le Pacifique. Elles servent à

maintenir la domination économique et politique de l'impérialisme. Leur utilisation ne dépend que des circonstances. Au regard de l'écrasante supériorité américaine, les flottes des autres pays sont aujourd'hui plus petites, moins opérationnelles et équipées de technologies inégales. Mais la suprématie américaine n'empêche pas les guerres, au contraire. Dans un système basé sur la concurrence, la compétition des grandes bourgeoisies pour le partage des marchés rend les guerres inévitables. Les arsenaux rassemblés par les grandes puissances et l'augmentation des budgets militaires accompagnent une plongée dans la barbarie à l'échelle mondiale.

**Cécile Seyrig**

## Yémen : naufrage pour les damnés de la Terre

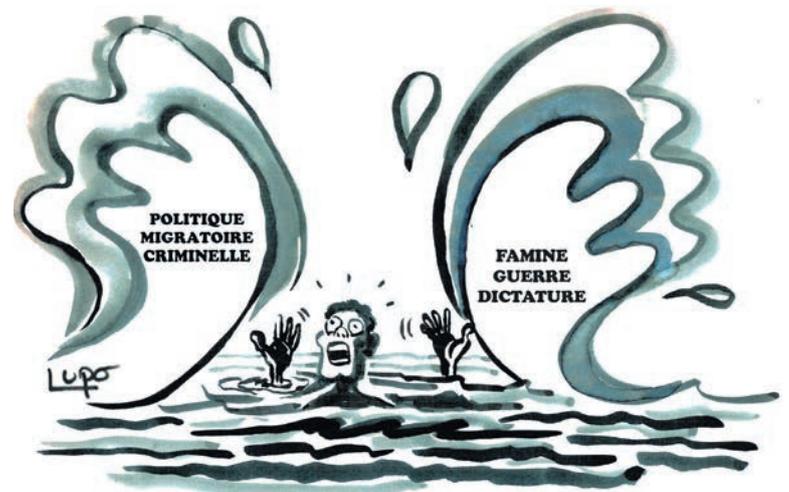
**Le 3 août, une embarcation transportant 157 migrants, principalement éthiopiens, a chaviré en mer d'Arabie, au large du gouvernorat yéménite d'Abyan.**

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 68 personnes sont mortes, 12 ont été secourues et 77 sont portées disparues. Ce énième drame intervient sur la « route orientale » reliant la Corne de l'Afrique au Yémen. En 2024, l'OIM y a recensé 60 000 arrivées, 558 morts, dont 462 par noyade. Depuis 2014, 3 413 migrants y ont péri, dont 1 407 noyés.

Originaires d'Éthiopie à 90 %, ces migrants fuient conflits, répression et pauvreté. En 2024, les violences au Tigré et en Amhara ont déplacé 4,5 millions de personnes. Au-delà du Yémen ravagé par la guerre, beaucoup de ces damnés de la Terre visent les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. Les migrants survivent dans des camps, exposés aux abus en tout

genre. L'OIM indique que 80 % d'entre eux souffrent de malnutrition. Le Yémen reste une étape vers le Golfe, malgré une guerre qui a fait 377 000 morts et plongé 21,6 millions de personnes dans la crise alimentaire.

Si les passeurs sont sans scrupule, n'hésitant pas à braver les alertes météo, ce sont bien les grandes puissances impérialistes qui ont rendu la planète inhabitable du fait de la misère et des guerres et l'ont bardée de murs et de barbelés infranchissables. Ce sont les politiques migratoires



européennes qui repoussent les migrants vers des routes toujours plus mortelles, dans le cadre d'un système impérialiste où les frontières sont

des barrières. Ce naufrage n'est pas un incident malheureux, il est le résultat de ces politiques.

**Christian Chavaux**

# 6 et 9 août 1945 : Hiroshima et Nagasaki sous le feu nucléaire

Le 6 août 1945, l'aviation américaine larguait la première bombe nucléaire de l'histoire, anéantissant la ville japonaise d'Hiroshima. Elle réitérait le 9 août, sur la ville de Nagasaki. En quelques secondes, les deux villes étaient entièrement détruites, et une grande partie de leur population réduite en cendres.

L'idée de construire une bombe d'une puissance incomparablement plus grande que tous les explosifs classiques était déjà ancienne. Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des scientifiques comme Henri Becquerel ou Marie Curie, découvreurs de la radioactivité, avaient en effet fait l'expérience de l'énergie colossale que recelait la fracture du noyau des atomes, d'où provient le terme « nucléaire ». Mais la première réaction en chaîne basée sur cette propriété ne fut réalisée qu'en 1942 à Chicago, en pleine Deuxième Guerre mondiale.

Le gouvernement américain avait décidé peu auparavant de lancer un programme de construction d'une telle bombe, le projet Manhattan. Albert Einstein en est parfois présenté comme l'initiateur, du fait de sa lettre au président américain Roosevelt, en 1939. En réalité, c'est un autre physicien, Leo Szilard, qui en avait pris l'initiative. Tous deux juifs, ils avaient vécu en Allemagne avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, se disaient pacifistes et craignaient que les nazis ne développent leur arme nucléaire. Ils étaient convaincus que l'armée américaine n'oserait pas se servir d'une telle bombe contre des populations, et que son rôle serait dissuasif. Ce raisonnement est souvent encore repris aujourd'hui. Mais les bombardements de

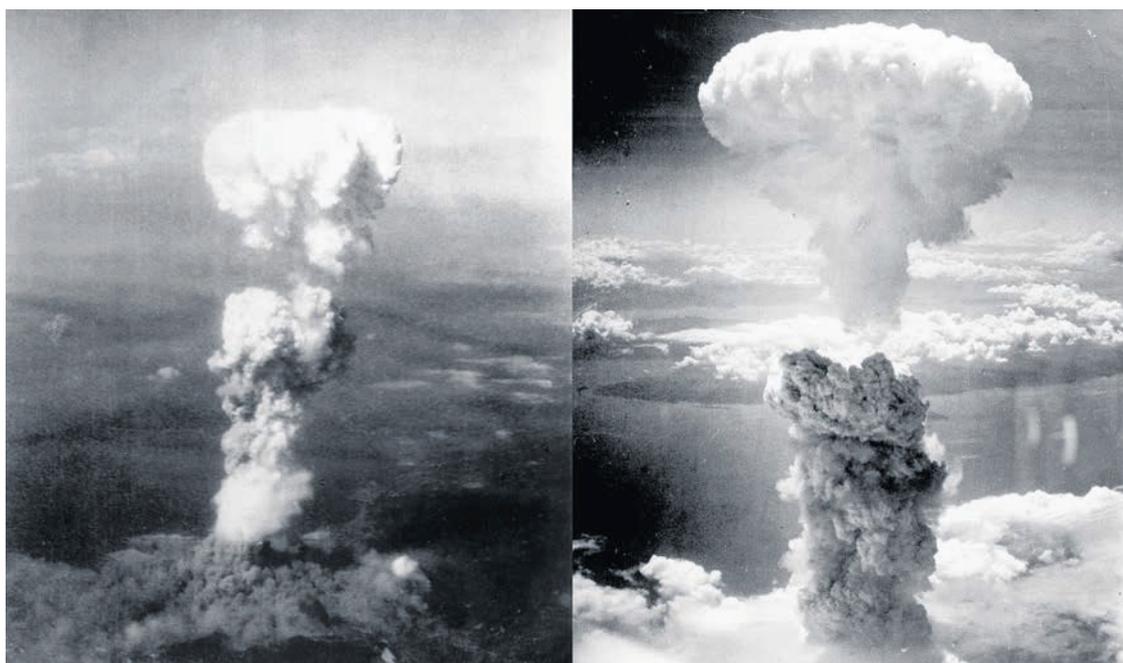
Hiroshima et Nagasaki sont l'effroyable démonstration de sa fausseté.

## De puissants moyens de recherche

Le projet Manhattan, l'un des plus onéreux programmes industriels jamais mis sur pied, employait 129 000 personnes en juin 1944. L'État américain planifia tout, construisant plusieurs villes à partir de rien. Une des usines d'enrichissement de l'uranium, à Oak Ridge dans le Tennessee, fut construite en moins d'un an.

Après l'essai baptisé Trinity par le directeur scientifique du projet Manhattan, le physicien Robert Oppenheimer, réalisé le 16 juillet 1945 dans le désert du Nouveau-Mexique, le président américain Truman décida de poursuivre l'expérimentation en bombardant deux villes japonaises. C'était loin d'être une nécessité militaire puisque, à l'été 1945, le Japon était défait. Ses grandes villes avaient déjà été massivement bombardées par l'aviation américaine ; Tokyo avait été incendiée et détruite par un raid aérien qui fit entre 90 000 et 100 000 morts. Sa flotte était presque détruite, et un blocus naval étouffait l'économie et la population.

Pour les dirigeants de la principale puissance impérialiste, l'enjeu était donc de préparer l'après-guerre. Truman décida d'utiliser les



Bombardement atomique à Hiroshima, à gauche, et à Nagasaki, à droite.

R. CARON US ARMY AIR FORCES.

bombes nucléaires pendant la conférence de Potsdam qui, après celles de Téhéran et de Yalta, devait fixer le repartage du monde entre puissances victorieuses. En cherchant à imposer une capitulation sans condition au Japon, Truman entendait aussi démontrer à ses alliés et concurrents, et d'abord à l'Union soviétique, sa puissance et les moyens dont il disposait pour l'imposer. Les dirigeants impérialistes se souvenaient aussi de la vague révolutionnaire qui avait secoué l'Europe à la fin de la Première Guerre mondiale. Ils savaient que les pays vaincus pouvaient être le théâtre de révolutions, du fait du vide du pouvoir succédant à la défaite. Ils avaient donc enseveli sous des tapis de bombes les quartiers ouvriers des principales villes allemandes, dont Hambourg et Dresde, dans le but de terroriser la population.

## De terribles effets destructeurs

Le jour même, les bombardements de Hiroshima et Nagasaki firent respectivement 70 000 et 40 000 victimes. Les déflagrations créèrent des ondes de choc mortelles accompagnées de températures avoisinant 4 000 degrés. Quatre mois après, les chiffres avaient doublé. Les habitants de Hiroshima et de Nagasaki qui avaient survécu firent l'atroce expérience d'une forme inédite de souffrance, résultant de l'irradiation. Ce syndrome provient de

la destruction du matériel génétique des organismes exposés aux rayonnements de la bombe. Des médecins japonais ne purent que décrire cette mort à petit feu qu'ils ne connaissaient pas.

Les survivants des bombardements furent appelés « hibakushas », et furent traités en parias. Les dirigeants japonais, comme les autorités d'occupation américaines, cherchèrent à cacher les effets des bombes. Les journalistes ne furent pas autorisés à enquêter, et les quelques films réalisés dans les deux villes anéanties furent classés secret-défense. Des dizaines d'années après 1945, les victimes survivantes présentaient encore des séquelles et vivaient dans l'angoisse que leurs enfants naissent atteints de malformations génétiques.

Les dirigeants du plus puissant impérialisme étaient pleinement conscients des souffrances que la bombe atomique allait engendrer. Des études sur des animaux et des observations cliniques datant des années 1930 avaient en effet montré certains effets de l'exposition aux rayonnements. Mais surtout, des médecins du projet Manhattan avaient eux-mêmes réalisé des tests sur des êtres humains. Le premier d'entre eux fut un ouvrier noir du nom d'Ebb Cade, auquel on injecta, à son insu, du plutonium sous prétexte de traitement médical. Dix-sept autres « patients »

subirent le même sort. Ces ignominies ne furent révélées que dans les années 1990.

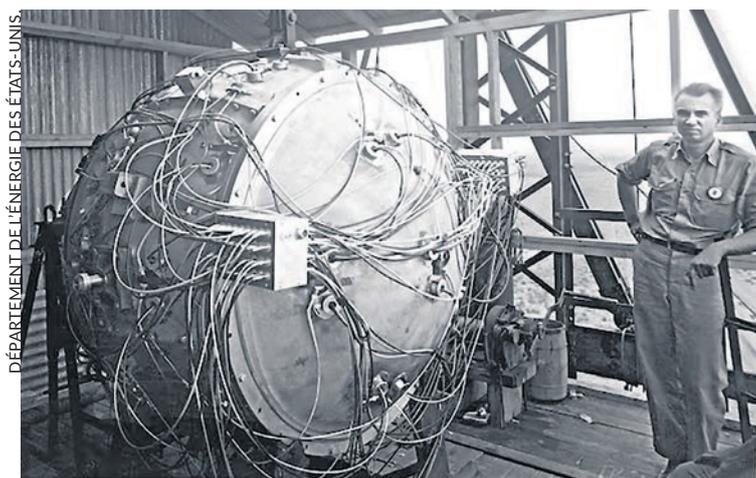
## La barbarie n'est pas dans la technique

Les conséquences des bombardements nucléaires incitèrent certains courants politiques à réclamer l'interdiction de toute technologie nucléaire, aussi bien civile que militaire. De fait, le développement des deux programmes a toujours été lié.

Mais si l'arme nucléaire est une arme terrifiante, on peut par exemple en dire autant de l'agent orange, un pesticide déversé massivement par l'armée américaine durant la guerre du Vietnam, qui provoqua des cancers et des malformations graves pendant des dizaines d'années. La barbarie n'attend pas les innovations techniques. Au Rwanda, en 1994, des machettes ont été une des armes principales du génocide, dont fut complice l'État français, qui fit 800 000 morts.

À l'heure où la multiplication et l'intensification des rivalités guerrières ont remis sur les lèvres des dirigeants la menace nucléaire, ces massacres de civils et leurs terribles séquelles rappellent l'horreur dont les puissances qui se disent démocratiques sont capables quand il s'agit de maintenir l'ordre impérialiste. Un ordre qui a de plus en plus le visage de la barbarie.

**Thomas Baumer**



En 1945, Gadget, la première bombe atomique.



Jtekt - Dijon, les grévistes rassemblés.

## Jtekt : à Dijon, face aux licenciements

**Jtekt, filiale de la multinationale Toyota, se présente comme le leader mondial des directions assistées. Elle a versé 120 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires pour l'année 2024-2025. Pour accroître ses profits, elle supprime 85 emplois à Chevigny-Saint-Sauveur, près de Dijon et 112 sur le site d'Irigny, près de Lyon.**

Ces annonces, mais aussi les méthodes de Jtekt, ont provoqué des réactions des travailleurs dans les deux usines. À Chevilly, où travaillent aujourd'hui moins de 500 personnes, le groupe a officiellement mis en route son plan de licenciements en septembre 2024, en associant l'État, les pouvoirs locaux et les syndicats.

Alors que la hiérarchie préparait depuis longtemps ces projets, ces réunions de toutes les instances ont servi à lanterner les ouvriers sans leur donner la moindre information. En janvier, une première vague de 85 licenciements avait été annoncée. Le 23 juin seulement, les syndicats dont FO, majoritaire et proche de la direction, ont appelé chaque équipe à faire quelques heures de débrayage. Encouragés par cette première action, largement suivie par les travailleurs, les syndicats l'ont renouvelée la

semaine suivante.

Cette fois, l'équipe de nuit a débrayé avant l'heure fixée, continuant durant toute la nuit du 2 au 3 juillet. Une partie des travailleurs du matin a repris le flambeau, rejointe par quasiment toute leur équipe à l'heure du débrayage. Sur le piquet de grève, malgré le grand nombre de présents, les représentants syndicaux étaient discrets pour ne pas dire absents, comme s'ils voulaient installer une atmosphère de défaite. Un noyau de grévistes a pris les choses en main, organisant des prises de parole, l'abri des grévistes, le piquet et la communication entre les équipes.

Le lendemain, la DRH de l'usine a demandé à rencontrer les grévistes. Dans un vote unanime, l'équipe du matin a refusé, suivie par celle d'après-midi. Dans cette usine, où les traditions héritées de Peugeot puis

de Toyota sont celles d'une hiérarchie de combat, qui impose des cadences infernales, des insultes et un flicage permanent, ce refus unanime aura été le point fort de la journée et une affirmation de l'indépendance des grévistes.

La grève s'est poursuivie encore deux jours pendant lesquels les grévistes, au moins 120, ont cherché à s'adresser aux non-grévistes pour renforcer le mouvement, sans en entraîner de nouveaux. De son côté, la direction a fait durer les négociations, sans en annoncer les résultats. Les syndicats, tout aussi muets, ont commencé à contester l'organisation indépendante des ouvriers sur le piquet, qui n'en n'ont pas tenu compte.

Face au risque d'essoufflement, les grévistes ont alors fait le choix de rentrer tous ensemble, la tête haute. S'ils n'ont pas gagné, ils ont retrouvé le chemin de la solidarité entre eux et acquis l'expérience qu'il n'y a pas besoin d'étiquette pour se battre, mais seulement d'avoir la conviction de partager les mêmes intérêts.

**Correspondant LO**

## À Irigny, contre le "Squid Game"

À Irigny, dans la banlieue lyonnaise, où beaucoup de travailleurs ont plus de vingt ans d'ancienneté, ces licenciements ont révolté. Depuis l'annonce du projet, en mars, des dizaines d'ouvriers ont participé à des débrayages.

En avril, une soixantaine d'ouvriers ont organisé un barrage filtrant devant l'usine, sans se laisser intimider par les menaces et par l'huissier immédiatement convoqué par Jtekt. Ces réactions ont contribué

à arracher une petite augmentation de la prime de licenciement, passée de 1 000 à 1 600 euros par année d'ancienneté.

Même après l'annonce du plan, la direction cherche à diviser les travailleurs. Les pressions pour des départs volontaires avant la fin septembre se multiplient. Ainsi, le 22 juillet, plusieurs ouvriers de l'équipe de nuit ont été convoqués chez la RH, qui leur a annoncé qu'un poste serait supprimé, sans dire lequel. Certains ouvriers

ont dénoncé ces manœuvres odieuses en les comparant à la série *Squid Game*.

Mais tous les travailleurs ont besoin d'un emploi. Ce plan est un recul pour tous, pour les licenciés bien sûr, mais aussi pour les autres, dont les conditions de travail vont se dégrader. Si Jtekt emploie des méthodes révoltantes, ce sont celles de tous les patrons. La seule réponse efficace est la solidarité des travailleurs pour les combattre.

**Correspondant LO**

## Iveco bus - Annonay : le grand Monopoly

**La famille italienne Agnelli a vendu, début août, le groupe Iveco (bus et camions) et ses 30 000 salariés à la famille Tata, l'une des plus riches d'Inde. Elle empoche au passage 3,8 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter 1,7 milliard pour la vente de la partie véhicules militaires d'Iveco au groupe italien Leonardo.**

La famille Agnelli est actionnaire du groupe Stellantis, de Ferrari, de CNH Industrial, du groupe de presse The Economist et du club de football de la Juventus de Turin. La famille Tata possède, entre autres, le plus grand groupe automobile indien, Tata Motors, qui a racheté les marques britanniques Jaguar et Land Rover, les camions sud-coréens Daewoo, les bus espagnols Hispano.

Les Agnelli avaient sorti Iveco du groupe de véhicules industriels CNH en janvier 2022. Ils préparaient ainsi sa future vente, les salariés mis devant le fait accompli ont appris la nouvelle par la presse lors des premiers jours de vacances.

L'usine d'Annonay produit des bus au gaz et électriques. Des milliers de commandes de bus électriques ont été passées par les collectivités locales dans toute l'Europe. Pour les produire, Iveco a restructuré l'usine mais en dépensant au minimum, embauchant en intérim ou via la sous-traitance plus d'un millier de travailleurs. Les effectifs ont doublé depuis deux ans, passant de 1 200 à 2 500 : les nouveaux viennent de toutes les régions, d'Italie, d'Espagne et même des Philippines.

L'investissement, minimal dans un site trop exigu,

s'est accompagné d'un durcissement des conditions de travail : multiplication des accidents, désorganisation de la production, accumulation de bus incomplets au sortir de la chaîne de montage. Cette situation a provoqué des coups de colère ces derniers mois. En particulier à cause de l'absence de places de parking proches de l'usine, ce qui faisait perdre une demi-heure chaque jour, ou pour obtenir le désencombrement du quai de réception des pièces rendu dangereux par l'accumulation de caisses.

Au mois d'août, une minorité de travailleurs, intérimaires ou de la sous-traitance pour l'essentiel, continue de travailler pour finir d'urgence les bus incomplets. Pour les obliger à rester, la direction a fait du chantage : s'ils partaient en vacances, leur contrat ne serait pas renouvelé.

Ces conditions d'exploitation ont permis à la famille Agnelli de continuer à engranger des fortunes. Désormais, c'est une autre famille de parasites qui s'enrichit sur le dos des travailleurs. La nationalité des propriétaires de l'usine n'y change rien : les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre.

**Correspondant LO**



## Verrerie Arc – Pas-de-Calais : pour les 200 ans de l'entreprise, les patrons à la fête

À la verrerie Arc, dans le Pas-de-Calais, les 200 ans de l'entreprise ont été l'occasion pour les patrons de se faire mousser. En revanche, pour les travailleurs du site, près de 4000, il n'y a aucune raison de se réjouir.

En un an, 400 emplois ont été supprimés et des dizaines d'autres sont menacés en Logistique. Pour les travailleurs qui restent, l'exploitation s'est aggravée. Les dernières « négociations » sur les salaires se sont traduites par 0 %

d'augmentation cette année. Depuis des mois, les salaires sont amputés par le chômage technique qui a remplacé le chômage partiel en janvier. Bien des travailleurs ont perdu plusieurs centaines d'euros sur leur fiche de paie

alors que les prix continuent de grimper. Dans le même temps, pour les six premiers mois de l'année, la production a augmenté, passant de 53 000 à 63 000 tonnes de vaiselle. Du côté des travailleurs, c'est l'inquiétude qui domine.

En revanche, côté patronal, tout va bien. L'officialisation en avril de l'entrée de nouveaux actionnaires au capital du groupe est

bien la preuve que les patrons ont de quoi se frotter les mains, mais cela n'empêche pas l'État et les collectivités locales de faire un généreux cadeau à l'entreprise. Elles ont en effet annulé le remboursement de l'argent public qui lui a été prêté ces dernières années, ce qui représente 120 millions d'euros pris dans les poches de l'ensemble de la population. Apparemment, cela n'était pas encore suffisant pour les actionnaires puisque l'État leur a offert un nouveau crédit de 30 millions d'euros. Mais, comme le dit l'expression bien connue : « quand on aime, on ne compte pas ».

En 200 ans, rien n'a changé. Les patrons ont vécu et vivent toujours en exploitateurs et en parasites aux dépens des travailleurs et avec l'argent public. Il est d'autant plus urgent de s'en débarrasser.

Correspondant LO

### 200 ans de mémoire ouvrière : une belle grève

En juillet 1937, le patron d'Arc annonçait 73 licenciements.

Pour s'y opposer, les travailleurs se mirent en grève, éteignirent les fours et occupèrent leur usine. Pendant trois mois, l'agglomération vécut au rythme de la grève. Elle tint grâce à la solidarité du monde ouvrier, notamment celle des travailleurs des cartonneries aux alentours.

Le patron eut alors la peur de sa vie : celle de ne plus être maître de son usine.

Bulletin Lutte ouvrière  
Arc International



Production de verres.

## Altice-SFR : le tribunal sauve la fortune de Drahi

Le 4 août, le tribunal des activités économiques de Paris (nouveau nom du tribunal de commerce) a validé le plan de restructuration de la dette d'Altice France qui possède, parmi d'autres entreprises du numérique et des médias, l'opérateur téléphonique SFR.

Le principal propriétaire d'Altice, le milliardaire franco-israélien Patrick Drahi, a bâti son groupe et toute sa fortune en achetant des sociétés à crédit, avec très peu de fonds personnels mais en empruntant des dizaines de milliards. La garantie offerte à ses créanciers était la valeur de l'entreprise rachetée. C'est un peu comme si un ménage convainquait son banquier de lui prêter, sans aucun apport initial, l'argent nécessaire pour acheter sa maison. Ce qui est impossible pour un travailleur au smic est une méthode courante pour un capitaliste qui a un bon réseau de relations, y compris jusqu'au sommet du pouvoir.

C'est par cette méthode que Drahi s'est offert SFR, vendue en 2014 par le géant Vivendi. Il a plusieurs fois

renouvelé l'opération pour acheter de nombreux médias, dont RMC, BFMTV ou *Libération* en France, et des opérateurs dans divers pays. Drahi est ainsi actionnaire de British Telecom. Le groupe Altice France emploie quelque 35 000 salariés. Mais son endettement atteignait 24 milliards d'euros avant le plan de restructuration et était devenu insoutenable.

Pour rassurer ses créanciers (dont le fonds BlackRock), obtenir la suppression pure et simple de 8,5 milliards d'euros de sa dette, un rééchelonnement des 15,5 milliards restants et un long délai pour les payer, Drahi a proposé de leur céder 45 % du capital d'Altice. Pour réduire son endettement, Altice multiplie aussi les cessions de filiales, d'antennes de téléphones mobiles et

autres infrastructures. BFM-TV et RMC, vendues à Saadé (CMA-CGM), sont du nombre. C'est ce plan que vient de valider le tribunal de Paris, pour le plus grand bonheur de Drahi.

Pour les 8 000 salariés de SFR, ce plan contient la menace que leur entreprise, très rentable avec ses 25 millions de clients et son réseau installé sur tout le territoire, soit revendue par morceaux à ses concurrents. Free, Orange, Bouygues sont déjà sur la ligne de départ pour se les partager. Les différents syndicats du groupe Altice, tout comme le parquet, avaient donc réclamé que SFR et ses filiales, parce qu'elles ne sont pas endettées, soient exclues du plan présenté par Drahi. En refusant de les suivre, le tribunal de Paris permet à celui-ci de disposer à sa guise des plus beaux bijoux du groupe. La justice, le plus souvent intraitable avec des particuliers surendettés, est aux petits soins pour les milliardaires.

Xavier Lachau

## Centrale de Gravelines Nord : contamination nucléaire

Fin juillet, un travailleur sous-traitant de la centrale nucléaire de Gravelines a été contaminé. Il réalisait une opération de contrôle et une poussière hautement radioactive a été retrouvée sur sa nuque.

L'exposition à la radioactivité est une source d'inquiétude pour les travailleurs du nucléaire. Si les conséquences à court terme ne sont pas visibles, il y a beaucoup d'incertitudes à plus long terme. De plus, il y a une inégalité de traitement entre les travailleurs d'EDF et ceux de la sous-traitance. Pour les premiers, le suivi médical est assez régulier, et il est réalisé par des médecins au sein même de la centrale. Pour ceux de la sous-traitance, ce n'est pas forcément le cas, et plus les métiers sont précaires, moins le suivi est régulier. Or, pour toutes les opérations qu'ils réalisent, les travailleurs de la sous-traitance prennent 80 % de la dose globale de radiations de l'ensemble des

sites nucléaires du pays.

Suite à cet incident, la direction a annoncé qu'elle allait réaliser une enquête, tout en affirmant que le travailleur contaminé était lui-même responsable de l'incident. Pour les travailleurs du site, les raisons en sont connues : le personnel chargé de la radioprotection est insuffisant et le matériel de détection est souvent en panne ; les arrêts de maintenance des réacteurs doivent être réalisés de plus en plus vite, ce qui augmente les risques de contamination. L'enquête de la direction n'arrivera sans doute pas aux mêmes conclusions, car cela reviendrait à critiquer une situation dont elle est elle-même responsable.

Correspondant LO

## ArcelorMittal – Dunkerque : moins polluer n'est pas rentable

Depuis 2022, le groupe ArcelorMittal s'était engagé à « décarboner » son usine de Dunkerque en réduisant progressivement l'utilisation de charbon, très émetteur de CO<sub>2</sub>.

De nouvelles installations et de nouveaux procédés industriels utilisant le gaz naturel, puis de l'hydrogène, devaient permettre de remplacer les hauts-fourneaux qui fonctionnent au charbon.

Depuis trois ans, la direction a beaucoup communiqué dans toute la ville de Dunkerque pour vanter son « acier vert ». La communauté urbaine de Dunkerque

s'est faite le relais de cette communication patronale, notamment en incitant les jeunes à se tourner vers les métiers de l'industrie et de la transition énergétique qu'ArcelorMittal est censé incarner. Pour cette prétendue décarbonation, l'État s'est engagé à verser 850 millions d'euros sur un investissement total estimé à 1,8 milliard d'euros. Quant à EDF, elle a signé un

engagement avec l'usine de Dunkerque pour la fourniture d'électricité, à un tarif resté secret.

Fin juillet, la direction de l'usine a pourtant annoncé qu'elle renonçait à la décarbonation du site, comme elle y avait déjà renoncé pour des sites sidérurgiques en Allemagne. Car, pour elle, produire de l'acier sans charbon n'est pas rentable.

Le groupe préfère produire comme avant, d'autant plus qu'il possède ses propres mines de charbon pour alimenter ses

hauts-fourneaux. Produire de l'acier « vert » nécessiterait la construction d'une nouvelle usine et le développement de nouvelles filières industrielles, notamment la production d'hydrogène en grande quantité. En revanche, même si l'usine de Dunkerque est vieillissante, elle produit toujours de l'or pour les actionnaires, et c'est la seule chose qui compte pour eux. Les conséquences pour l'humanité, la planète et les travailleurs passent bien après.

Correspondant LO



LA GAZETTE NORD-PAS-DE-CALAIS

## Capitaine Houat – Boulogne-sur-Mer : menaces de licenciements

Le 23 mai, la direction du groupe Intermarché a annoncé sa volonté de céder huit de ses usines de production dans le pays.

Parmi elles, l'usine Capitaine Houat de Boulogne-sur-Mer, spécialisée dans le filetage et le conditionnement du poisson blanc, compte 250 travailleurs en CDI et des dizaines en contrat intérimaire.

La direction ose dire que cette usine perd de l'argent depuis des années, ce qui est un mensonge grossier car ses prétendus déficits viennent de montages financiers entre les différentes entreprises du groupe

Intermarché. Celui-ci a d'ailleurs annoncé l'augmentation de son chiffre d'affaires pour 2024, qui atteint 55,6 milliards d'euros. Et, après avoir racheté dernièrement les magasins Casino, il prévoit de racheter l'année prochaine 81 supermarchés Colruyt en France. De l'argent, il en a !

Début juin, à l'appel du syndicat CGT, des travailleurs de Capitaine Houat se sont rassemblés devant l'usine. La colère, le

dégoût et l'inquiétude sur l'avenir de l'usine s'y sont exprimées : certains y travaillent depuis l'ouverture de l'usine en 1997. Les salaires sont tout juste au

smic. Des politiciens locaux se sont exprimés, comme Cuvillier, le maire de Boulogne-sur-Mer (ex-ministre de Hollande) et Xavier Bertrand, le président LR de

la région. Comme la direction du groupe, ils laissent espérer qu'il va y avoir un repreneur, disent qu'il faut s'assurer que celui-ci ne licenciera personne et demandent aux travailleurs de leur faire confiance.

Les travailleurs n'ont à se fier ni à tels défenseurs ni aux patrons. Les 160 000 autres travailleurs du groupe et tous ceux qui dans la région sont touchés eux aussi par les attaques patronales et gouvernementales seront pour eux de meilleurs alliés.

Correspondant LO



DELTA FM

Manifestation en juin.

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Haiti : la classe ouvrière face au chaos

Cet article est extrait du mensuel *La Voix des travailleurs*, journal révolutionnaire internationaliste édité par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI).

Avec la casse du secteur de la sous-traitance, la classe ouvrière voit diminuer sa fraction la plus combative qui, pendant les 25 dernières années, a porté haut ses revendications et ses luttes. La guerre des gangs contre la population

ralentit le processus de maturation de la conscience de classe des travailleurs, qui débutait. Mais ce n'est que partie remise, cette évolution renaîtra de ses cendres.

La zone industrielle est l'ombre d'elle-même, devenue un désert où les flux

d'ouvriers qui se dirigent vers les factories et les parcs industriels le matin et vers les stations les après-midis ne représentent que des souvenirs. Il reste quelques usines qui maintiennent une activité au parc industriel métropolitain, Sonapi, mais le nombre d'ouvriers qu'elles emploient fluctue de 2 000 à 4 000, contre 15 000 à 20 000 autrefois.

Les conditions de travail

de ceux qui ont la chance de conserver leur emploi ne cessent de se détériorer. Leur pouvoir d'achat a drastiquement chuté de près de 60 % depuis 2022, date du dernier réajustement de salaire. Une misère. La plupart du temps, en chômage technique de plusieurs jours voire de plusieurs mois, les ouvriers n'ont aucune garantie qu'ils conserveront leur emploi que certains qualifient de « djob ». Au moindre motif, ils sont renvoyés. Rares sont ceux qui arrivent à faire une quinzaine de travail complète. Ce qui conduit à une diminution de leur salaire. Et, de ce fait, le montant de la paie d'une quinzaine ne dépasse guère 5 000 gourdes, après le prélèvement de taxes.

À l'intérieur des usines, les travailleurs subissent toutes sortes de traitements indignes : pressions, harcèlement de la part des petits chefs, etc. Ils sont soumis à des tarifs exorbitants et des longues heures

supplémentaires pour lesquelles ils ne recevront pas un centime. Ils sont parfois privés d'eau potable et de la possibilité de satisfaire leurs besoins.

La terrible dégradation des conditions se lit facilement sur les visages des ouvriers. Pendant les pauses, ils ne prennent presque pas de repas, faute de moyens ; ou, pour tromper leur faim, du pain et de l'eau sucrée, un morceau de manioc ou de fruit à pain, un morceau de pâté cordé acheté le matin, etc. Certains profitent de cette pause pour vendre des bonbons ou des chips.

Dans cette situation d'intense violence où l'exploitation des masses exploitées atteint des limites extrêmes, il leur faudra s'organiser en groupes unis et solidaires. Elles représentent une véritable force et c'est dans la lutte qu'elles trouveront le moyen de mettre fin à cette exploitation.

*La Voix des travailleurs*



Une usine textile de la zone industrielle, avant la mainmise des gangs.

## Cayenne – Guyane : les réfugiés jetés dehors

Ouvert en juillet 2022 dans d'anciens locaux administratifs, le camp de la Verdure de Cayenne, en Guyane, devait au départ accueillir 18 réfugiés et être temporaire.

Mais la misère et les guerres ont poussé de nombreux Syriens et Afghans, via le Brésil, à gagner la Guyane, située entre 10 000 et 13 000 km à vol d'oiseau de chez eux. Beaucoup de ces réfugiés avaient alors en tête que la France serait le pays des « droits de l'homme ». En décembre 2024, leur nombre atteignait 300. Hébergés dans des conditions indignes, ils ne devaient leur survie qu'aux associations.

Or, depuis mardi 22 juillet, la préfecture mène une opération dite de « délogement », en prétextant une « mise en sécurité »

des personnes les plus vulnérables du camp : cela concerne 80 personnes sur les 150, les femmes seules, enceintes ou avec enfant et les personnes en situation de handicap. Mais c'est bien, purement et simplement, une opération d'expulsion qui se met en place puisque les autorités ont coupé l'électricité du refuge. Quant aux personnes considérées comme vulnérables, certaines n'ont toujours pas été relogées et se retrouvent donc à la rue.

En fait, dès l'origine, la Verdure était loin d'être un havre de paix pour les réfugiés. Les associations

humanitaires dénonçaient régulièrement l'insalubrité du camp. Des cas de leptospirose y ont été diagnostiqués, une maladie en général propagée par les rats. Cependant, renvoyer les gens dans la rue n'arrange évidemment pas leur situation, et c'est les rapprocher plus encore de la menace d'une expulsion du territoire.

De ce point de vue, la préfecture de Guyane est bien dans la ligne du gouvernement, ministres Retailleau et Darmanin en tête : pourrir la vie des migrants, menacer de les exproprier et souvent le faire. Au passage, c'est aussi l'occasion de distiller le poison du racisme et de la division entre travailleurs.

Jacques Lequai



Le camp de la Verdure.

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

### Aisne – Somme

Jeudi 7 août : Villers-Cotterêts, Soissons  
Vendredi 8 août : Chauny, Péronne  
Samedi 9 août : Laon

### Le Havre

Jeudi 7 août : Fécamp  
Vendredi 8 août : Bolbec  
Samedi 9 août : Le Havre

### Côtes-d'Armor

Jeudi 7 août : Lannion  
Vendredi 8 août : Guingamp  
Samedi 9 août : Saint-Brieuc

### Calvados – Orne

Lundi 11 août : Caen  
Mardi 12 août : Falaise  
Mercredi 13 août : Flers  
Jeudi 14 août : Rives-d'Andaine  
Vendredi 15 août : Caen  
Samedi 16 août : Verneuil d'Avre et d'Iton

### Côte d'opale

Lundi 11 août : Calais  
Mardi 12 août : Saint-Omer  
Mercredi 13 août : Saint-Omer, Boulogne-sur-Mer



Jeudi 14 août : Dunkerque  
Vendredi 15 août : Boulogne-sur-Mer  
Samedi 16 août : Calais  
Poitou – Centre  
Lundi 11 août : Poitiers  
Mardi 12 août : Poitiers, Buxerolles  
Mercredi 13 août : Châtelleraut  
Jeudi 14 août : Amboise  
Vendredi 15 août : Vendôme  
Samedi 16 août : Blois